

# Maladies de l'été, une responsabilité partagée

# LE JOUR

D'ALGERIE

APC de Tifra/ Béjaïa  
Des habitants réclament une enquête sur la gestion des affaires locales

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4822 - Jeudi 4 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Fin du document «format papier»

## Le permis biométrique généralisé à partir du mois d'août

### «Un crime odieux»

Par Mohamed Habili

Vingt-quatre heures seulement après avoir annoncé que désormais elles allaient soumettre à un bombardement soutenu les positions des milices défendant Tripoli, les forces de Khalifa Haftar sont accusées par le gouvernement d'Union nationale d'avoir intentionnellement pris pour cible un centre de détention pour migrants africains dans la banlieue de Tripoli, provoquant de la sorte un massacre se chiffrant par dizaines entre morts et blessés. Il faut savoir que depuis le 4 avril dernier, date du lancement de l'opération visant à libérer la capitale libyenne des milices qui la tiennent, les représentants du GNA ne prononcent plus le nom de Haftar sans lui accoler le sinistre titre de « criminel de guerre ». Le plus étonnant donc de leur part, après ce qui vient de se produire à Tajoura, ce n'est pas de parler de «crime odieux», mais plutôt de s'en contenter, sachant que si l'intention était avérée, il y aurait des raisons de dénoncer en l'occurrence rien de moins qu'un crime contre l'humanité. Dans ce cas en effet, le centre de détention n'aurait pas été touché par erreur, mais de propos délibéré par les auteurs de l'attaque. Cela reste à prouver. Comme il reste à établir la contre-accusation portée par l'ANL, pour qui la frappe en question n'a pas été de son fait, mais de celui des milices tripolitaines. Celles-ci auraient attendu les frappes aériennes prévisibles de l'ANL sur une banlieue comptant plusieurs de leurs positions militaires, pour bombarder le centre de détention, dans l'intention de faire attribuer le forfait aux forces de Tobrouk.

Suite en page 3

### Nouvelle offre politique du chef de l'Etat dans un message à la Nation

# Bensalah : «l'Etat ne sera pas partie prenante du dialogue»



«Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a lancé, hier à Alger, et à la veille du 5 juillet, un nouvel appel pour «un dialogue national inclusif» sur la prochaine échéance présidentielle, assurant que l'Etat, y compris l'institution militaire, ne sera "pas partie prenante à ce dialogue».

Lire page 2

Equipe nationale

## La Guinée, un adversaire à respecter

Symposium international Chéïa des arts plastiques

## Une soixantaine d'artistes au rendez-vous

Nouvelle offre politique du chef de l'Etat dans un message à la Nation

# Bensalah : «l'Etat ne sera pas partie prenante du dialogue»

■ "Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a lancé, hier à Alger, et à la veille du 5 juillet, un nouvel appel pour "un dialogue national inclusif" sur la prochaine échéance présidentielle, assurant que l'Etat, y compris l'institution militaire, ne sera "pas partie prenante à ce dialogue".

Par Amine G.

Dans un important discours à la nation, le chef de l'Etat a appelé les acteurs politiques nationaux, l'ensemble des composantes de la classe politique, les personnalités patriotiques nationales, les mouvances qui structurent la société civile et tous ceux qui sont considérés comme exprimant les sentiments d'une frange de la population, ou de ses élites, notamment les jeunes et les femmes à «s'engager dans le processus de dialogue national inclusif que l'Etat entend lancer dès à présent». M. Bensalah les a invités, ainsi, à participer à ce dialogue destiné à «débatte de toutes les préoccupations portant sur la prochaine échéance présidentielle» afin qu'ils apportent «leur contribution à l'organisation du scrutin dans un climat d'entente et de sérénité». Jugeant ce dialogue «plus que nécessaire», le chef de l'Etat a estimé qu'il constitue également «la meilleure voie pour parvenir aux formules consensuelles nécessaires sur l'ensemble des questions en rapport avec l'élection présidentielle.

«Ce dialogue est urgent, parce que le pays doit recouvrer au plus vite sa normalité politique et institutionnelle, qui le mettrait en position de faire face aux incertitudes économiques et sociales et aux menaces qui pèsent sur notre sécurité nationale du fait d'un environnement extérieur particulièrement complexe», a-t-il soutenu. M. Bensalah a invité, à ce titre, toutes les parties à «mettre de côté les calculs marginaux et les exigences irréalistes», soulignant que celles-ci «sont de nature à prolonger la situation actuelle et d'entraîner notre pays dans une situation de vide constitutionnel, source d'incertitude et d'instabilité.

Détaillant sa nouvelle offre politique, le chef de l'Etat a affirmé que le processus de dialogue qui sera lancé incessamment, «sera conduit et mené en toute liberté et en toute transparence par des personnalités nationales crédibles, indépendantes, sans affiliation partisane et sans ambition électorale». Il s'est engagé, à cet égard, à ce que l'Etat dans toutes ses composantes, y compris l'institution militaire, ne sera pas partie prenante à ce dialogue et observera la plus stricte neutralité tout au long du déroulement de ce processus.

L'Etat, a-t-il poursuivi, «se contentera de mettre tous les moyens matériels et logistiques à la disposition du Panel de personnalités, qui décidera lui-même des modalités de son fonctionnement.



PH/D. R.

## Nécessité d'adopter une loi spécifique

M. Bensalah a assuré, à ce propos, que «les participants au dialogue auront la liberté de discuter et de débattre des conditions à réunir pour garantir la crédibilité du scrutin et aborder l'ensemble des aspects législatif, réglementaire et organisationnel de cette élection, y compris le déroulement du calendrier électoral, ainsi que les mécanismes de son contrôle et de sa supervision». Il a insisté, dans ce contexte, sur le fait que le dialogue «devra nécessairement se concentrer sur l'unique objectif stratégique que constitue l'organisation de l'élection», qui «devrait se tenir à une date la plus rapprochée possible» et se dérouler «dans le cadre de la Constitution qui impose la préservation de l'Etat, respect des Institutions et la prévalence de l'intérêt supérieur de la Nation». Le dialogue devrait, en outre, axer ses discussions sur «l'organisme ou l'autorité électorale indépendante à mettre en place» et qui «aura pour mandat d'organiser et de contrôler le processus électoral dans toutes ses étapes». «Il s'agira de débattre et d'arrêter la configuration de cette entité et de fixer ses missions et attributions, son mode d'organisation et de fonctionnement ainsi que sa composante, y compris, éventuellement, les personnalités consulaires devant la diriger», a-t-il détaillé. Pour le chef de l'Etat, cette entité qui va se substituer à l'administration publique «sera appelée à inter-

venir sur tout le territoire national et aura, en conséquence, des démembrements au niveau des wilayas, des communes et des circonscriptions électorales de notre communauté à l'étranger». Une loi spécifique devrait être adoptée pour permettre la mise en place de cet organe, a affirmé M. Bensalah qui a souligné, en outre, la nécessité d'adapter, en conséquence, le dispositif législatif et réglementaire, notamment la loi électorale. Il a relevé ainsi la nécessité de réviser cette loi pour «y introduire toutes les garanties, à même de faire en sorte que ce scrutin puisse répondre à toutes les exigences d'impartialité, de régularité et de transparence». «Comme il sera également nécessaire d'examiner l'articulation entre cet organe qui sera créé et la Haute instance indépendante de surveillance des élections, prévue par la Constitution, dont il est possible de revoir la composition», a-t-il ajouté. Pour le chef de l'Etat, l'élection présidentielle «reste la seule solution démocratique viable et raisonnable» pour transcender les écueils de cette étape cruciale de l'histoire de l'Algérie.

## L'Etat décidé à poursuivre «l'œuvre d'assainissement» conformément aux lois de la République

Le chef de l'Etat a réitéré, Dans le même discours la détermination de l'Etat à poursuivre «l'œuvre d'assainissement» et à mener une lutte «sans relâche»

contre le fléau de la corruption et de la dilapidation des deniers publics conformément aux lois de la République. «L'Etat, qui demeure à l'écoute des revendications et des aspirations profondes de notre peuple, est vraiment décidé à mener cette lutte sans relâche conformément aux lois de la République, dans le respect du principe de présomption d'innocence», a-t-il affirmé dans un discours à la nation, à l'occasion, de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. M. Bensalah a assuré, à ce titre, que l'Etat veillera à ce que «toutes les dispositions soient prises afin que les travailleurs et l'économie nationale ne soient pas pénalisés par les décisions concernant les patrons des entreprises concernées». Il a fait remarquer, à cet égard, que «l'œuvre d'assainissement de l'Etat et de renouvellement de son encadrement est accompagnée d'une vigoureuse lutte contre le fléau de la corruption et de la dilapidation des deniers publics». Cette lutte, a-t-il poursuivi, est «menée par une Justice qui exerce désormais et avec rigueur la plénitude de ses missions et de ses attributions». Le chef de l'Etat a rendu, à l'occasion, «un hommage appuyé» au peuple algérien «pour la maturité et la lucidité dont il a fait montre durant cette période sensible, à travers un comportement civique exemplaire».

## Veiller à exercer les droits dans le respect d'autrui et des Lois de la République

«La retenue dont ont fait montre nos concitoyens et nos forces de police et de sécurité a permis de préserver le caractère pacifique des manifestations et constitue, assurément, un acquis civilisationnel dont notre pays ne peut que s'enorgueillir», a-t-il ajouté. M. Bensalah a estimé, dans ce contexte, que «si tout doit être fait pour que les droits fondamentaux et les libertés consacrés dans notre Constitution, notamment le droit de s'exprimer et le droit de manifester, soient pleinement respectés et protégés, il y a lieu de veiller, dans le même temps, à ce que l'exercice de ces droits puisse se faire dans le respect d'autrui et surtout dans le plein respect des Lois de la République et que leur expression ne soient pas détournées à des fins attentatoires à la stabilité de notre pays et à son unité nationale». Il a assuré, par ailleurs, que «l'aspiration légitime» au changement du mode de gouvernance exprimée par le peuple algérien «a été pleinement entendue et se trouve désormais au cœur des préoccupations des pouvoirs publics et en tête des préoccupations de l'Etat».

Par son contenu, ce message de Bensalah à la Nation, prononcé à la veille de la fête de l'indépendance, revêt sans conteste aucun un cachet historique. Ce discours porte également les éléments politiques attendus par la classe politique et tout le peuple algérien pour la très attendue et tant souhaitée sortie de crise que traverse le pays.

A. G./APS

L'inconscience accentue les risques

# Maladies de l'été, une responsabilité partagée

■ Les risques d'intoxications alimentaires ou des maladies transmissibles par l'eau existent tout au long de l'année. Mais au cours de cette période caniculaire, elles deviennent plus importantes. En effet, la saison estivale reste sans conteste très propice à ces affections et ce, en raison de la hausse de la température et du non-respect des conditions d'hygiène.

Par Meriem Benchaouia

Tout le monde se rappelle du scandale autour du choléra qui a affecté, l'été dernier, certaines régions du centre du pays. Cette maladie du Moyen Age, qui s'est subitement manifestée et qui a touché, rappelons-le, près de 100 personnes, en entraînant la mort de deux d'entre elles. L'apparition de cette épidémie a mis en évidence des déficiences d'hygiène ou de mise à disposition d'une eau de bonne qualité auprès des populations. Pour assurer une amélioration de la qualité sanitaire des aliments et de l'eau, l'obligation de l'auto-contrôle pour tout intervenant fabricant, transformant ou distribuant des denrées alimentaires constitue l'un des principes essentiels à mettre en exécution dans le cadre de textes de loi, ont considéré les participants à une rencontre sur les maladies transmissibles par l'eau (MTH), les animaux et les intoxications alimentaires. « Cette mesure, à inculquer dans un cadre réglementaire, permettra à l'Etat de lutter efficacement contre les maladies transmissibles par l'eau et les intoxications alimentaires », a estimé la directrice du laboratoire d'analyses et d'essais microbiologistes et physico-chimiques de Constantine, M<sup>me</sup> Chafia Abdenour. Elle a, dans ce sens, ajouté que « la répression pour lutter contre les maladies transmissibles par l'eau, par les animaux ou les intoxications alimentaires ne suffit pas à elle seule, car nécessitant la mobilisation en permanence d'importants moyens humains et matériels ». M<sup>me</sup> Abdenour a affirmé



Ph.D. R.

que « l'auto-contrôle imposera l'implication de l'opérateur dans son travail et permettra des interventions ciblées et organisées et donc des résultats meilleurs ». La responsabilité des professionnels quant à leurs pratiques et aux conséquences, en cas de défaillance, est un des éléments fondamentaux de la sécurité alimentaire, à traduire sur le terrain par « l'obligation de mise en place d'auto-contrôle fondé sur des principes réglementaires », a encore souligné la même intervenante qui a insisté également sur l'importance de la sensibili-

sation dans la lutte contre ce genre de maladies. Pour sa part, le secrétaire général de la wilaya, Saïd Akhrouf, revenant sur les différentes actions prévues par la wilaya pour faire face à tout éventuel cas de maladie transmissible par l'eau, les animaux et les intoxications alimentaires, a insisté sur l'importance de l'implication de tous, à commencer par le consommateur, dans le processus de la sécurité de la santé publique. Il a, dans ce contexte, indiqué que les activités des marchands informels qui échappent aux mesures de

contrôle et de la répression, car activant dans le noir, doivent être freinées par le consommateur appelé, a-t-il soutenu, à « être conscient du danger guettant sa santé et la santé de sa famille en achetant des produits suspects et qui ne sont pas contrôlés ». Le même responsable a indiqué qu'une commission de prévention des maladies transmissibles par l'eau, par les animaux et les intoxications alimentaires avait été installée la mi-mai et s'attelle, de concert avec les différentes parties concernées, à activer les mécanismes de contrôle des eaux, des aliments et de lutte contre les chats et les chiens errants. Le SG de la wilaya, appelant les responsables locaux à s'impliquer « pleinement et efficacement » dans le processus de lutte contre ce genre de maladies, a estimé que ces responsables demeurent les « premiers responsables » de tout éventuel cas de maladie du genre signalé, car tous les moyens de prévention ont été mis à leur disposition. La mise en place de mécanismes de contrôle permanent des marchandises transportées en période de canicule, le contrôle de la situation des réservoirs d'eau et des puits, l'intensification de la formation sur les risques des maladies transmissibles par l'eau, les animaux et le toxicaux alimentaires figurent parmi les recommandations émises au terme de cette journée d'étude à laquelle ont pris part des responsables de différents secteurs, des universitaires et représentants de la société civile.

M. B.

Fin du document «format papier»

## Le permis biométrique généralisé à partir du mois d'août

L'opération de conversion de tous les permis de conduire «format papier» vers les permis de conduire biométriques, au niveau de toutes les communes du pays, se fera à partir du mois d'août. Cependant, l'opération touchera les communes chefs-lieux des wilayas à partir de dimanche.

En effet, le ministère de l'Intérieur annonce le lancement de l'opération de généralisation de la délivrance des permis à travers toutes les communes du pays à partir de dimanche. « Le ministère de l'Intérieur rappelle aux citoyens que le lancement de l'opération de conversion de tous les permis de conduire "format papier" vers les permis de conduire biométriques, a débuté en date du 26 juin 2019 sur l'ensemble des communes de la wilaya d'Alger, et touchera à par-

tir du 7 Juillet 2019, toutes les communes chefs-lieux des wilayas », peut-on lire sur le site du ministère.

Et dans le souci de la poursuite de l'exécution de la stratégie visant la simplification et la modernisation des procédures administratives, le département ministériel annonce la généralisation de l'opération de conversion des permis de conduire «format papier» vers les permis de conduire biométriques, au niveau de toutes les communes du pays, à partir du mois d'août 2019 et invite l'ensemble des citoyens à se rapprocher, à partir de cette date, des communes lieux de leurs résidences, pour l'obtention du permis de conduire biométrique.

Mise en vigueur officiellement en avril 2018, cette opération qui s'inscrit dans le cadre de « la stra-

tégie du ministère visant la modernisation de l'administration et dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de l'administration électronique », vise en premier lieu « les nouveaux candidats aux permis de conduire et ceux concernés par les nouvelles catégories », précise auparavant la même source. Il est, par la suite, procédé depuis le 26 juin de l'année courante à la délivrance du permis de conduire biométrique pour les citoyens détenteurs d'anciens permis de conduire (format papier) et ceux concernés par le renouvellement. Ainsi, l'opération de généralisation se fera de manière graduelle sur cinq années, jusqu'à la suppression totale de l'ancien permis. Selon le programme tracé par le ministère de l'Intérieur, un million de permis de conduire devaient être déli-

vrés en 2018, 4 millions pour l'année en cours, 7 millions en 2020 et 10 millions en 2021. Les accidents de la route qui tuent des milliers de personnes chaque année en Algérie, devraient diminuer avec l'application du permis à points. L'Algérie enregistre des chiffres record dans les accidents de la circulation avec pas moins de 4 000 morts par an, soit 11 morts par jour et des dizaines de milliers de blessés. A cela, s'ajoutent 100 milliards de dinars de dégâts et autres. La nouvelle loi prévoit un durcissement des sanctions liées aux infractions et délits, ce qui obligera les conducteurs à être plus vigilants. Dans ce nouveau système, le permis de conduire est doté d'un capital de 24 points qui sera réduit à chaque infraction commise par le titulaire du permis. Le

### LA QUESTION DU JOUR

#### A l'ombre de l'aversion américaine pour la guerre

Suite de la page une

Venant immédiatement après la perte de Gharyan par l'ANL, cet épisode marque le début de l'escalade dans la bataille de Tripoli, alors même qu'il semble que celle-ci ait été déjà perdue par le camp ayant pris la responsabilité de la déclencher. Le « crime odieux », quel que soit son auteur, inaugure une nouvelle phase dans la crise libyenne, laquelle commencée par la prise de Gharyan aurait dû se terminer par sa perte, les deux moments présentant d'ailleurs une grande symétrie. D'autres épisodes du même acabit sont à craindre hélas, qui rendraient de plus en plus improbable le retour à la table des négociations, selon les vœux réitérés de l'émissaire onusien, Ghassan Salamé. La « négociation par les armes » n'est pas près de céder le pas à la négociation tout court. La bataille de Tripoli, et davantage encore la tournure qu'elle est en train de prendre, augure mal de la suite. A cet égard, le plus significatif, ce n'est pas l'abandon de Gharyan par l'ANL, mais la débandade dont cela s'est fait. Parce qu'elle y a subi une défaite humiliante, l'ANL est tenue de reprendre ce qu'elle a perdu, ou alors d'obtenir par ailleurs un grand succès compensateur. Un repli tactique concédé sous la puissance supérieure du feu ennemi n'aurait pas eu le même impact psychologique. L'ANL se doute bien qu'elle ne peut pas construire la paix avec Tripoli sur une débâcle. Même si elle était déterminée au fond d'elle-même à revenir dans les meilleurs délais à la négociation, elle ne pourrait maintenant s'y engager qu'après avoir fait oublier la fuite éperdue de Gharyan. Or après celle-ci, voilà le « crime odieux », le crime raciste, dont il lui faut aussi se laver. Elle est perdue s'il lui est au bout du compte imputé dans les termes posés par le GNA. Celui-ci, néanmoins, le serait tout autant aux yeux de la communauté internationale, si c'est sa propre responsabilité qui était prouvée.

M. H.

contrevenant sera également soumis à une amende forfaitaire et à des sanctions pénales selon les cas, conformément à la nouvelle loi.

Louiza Ait Ramdane

Une occasion pour mettre en exergue les potentialités de l'Algérie

# Salon international de la pêche à Oran en novembre

■ Le Salon international de la pêche et de l'aquaculture, prévu en novembre prochain à Oran, sera une occasion pour mettre en exergue des potentialités de l'Algérie dans des secteurs non conventionnels, a affirmé, mardi à Mostaganem, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Par Siham B.

Animant un point de presse en marge de sa visite à des projets du secteur de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya de Mostaganem, Tah Hammouche a souligné que cette manifestation économique vise à mettre en exergue les capacités de l'Algérie en matière de pêche et d'aquaculture comme domaines économiques ambitieux et des possibilités des secteurs vitaux liés à la mer. Cette édition abordera l'aspect de développement de l'aquaculture et de la pêche au niveau national, le partenariat étranger, l'économie bleue et la contribution des secteurs liés à la mer.



«La mer est une source de richesse et de création d'emplois dans tous les secteurs, pas seulement dans la pêche, l'aquaculture, le transport et le tourisme, qui sont des secteurs tradition-

nels par rapport aux secteurs de l'énergie (exploration et forage), l'environnement et la pharmacie», a-t-il déclaré. En marge de ce salon prévu du 6 au 9 novembre prochain au Centre des conventions d'Oran, plusieurs workshops internationaux seront organisés, notamment le workshop du Comité méditerranéen de gestion de la pêche, l'atelier des techniques d'aquaculture de l'Union européenne sur le développement de l'économie bleue et l'Organisation arabe d'agriculture, a-t-il fait savoir. Au sujet de la campagne de pêche du thon rouge cette année, M. Hammouche a signalé que le quota de l'Algérie du thon rouge estimé à 1 437 tonnes a été totalement pêché, 10 jours avant la fin de cette campagne qui dure entre un mois et un mois et 10 jours. Le quota de l'Algérie en thon rouge s'est multiplié en 4 fois depuis 2016 (400 t) et devra atteindre l'année prochaine (2020) 1 650 tonnes, a-t-il indiqué, affirmant que la flottille algérienne a les moyens pour pêcher une telle quantité en toute tranquillité. Le DG de la pêche et de l'aquaculture a inspecté, dans la wilaya de Mostaganem lundi et mardi, trois projets aquacoles dont des cages flottantes en mer et des unités industrielles de production de matériels de la pêche et d'export du produit vers la Croatie notamment.

S. B./APS

## Constantine

### Plus de 500 hectares de couvert végétal ravagés par le feu en un mois

Pas moins de 535 hectares de couvert végétal ont été ravagés, au cours du mois de juin dernier, par des incendies dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris hier auprès des services de la direction locale de la Protection civile (DPC). Le couvert végétal détruit par ces incendies durant cette période englobe 425,9 hectares de récoltes agricoles, 83,22 ha de

broussailles, 20,17 ha de champs agricoles ainsi que 4 ha de superficies forestières, a indiqué à l'APS le chargé de l'information et de la communication au sein de cette direction, le lieutenant Noureddine Tafer. Les flammes ont provoqué également la destruction d'environ 1 040 bottes de foin et de 242 arbres, dont 139 arbres fruitiers, a-t-on noté, soulignant que la plupart des foyers d'incendie ont été recensés dans les localités d'Ain Abid, Ibn Ziad, Didouche Mourad, Ibn Badis et Ouled

Rahmoune. «Toutes les mesures ont été prises pour faire face aux éventuels feux particulièrement les incendies de forêt qui peuvent se déclarer à travers la wilaya de Constantine», a affirmé M. Tafer, rappelant que la wilaya compte un patrimoine forestier couvrant plus de 28 000 hectares parmi sa superficie utile estimée à 125 010 hectares. Des campagnes de sensibilisation et d'information se poursuivent en outre, en faveur des riverains des zones forestières, depuis la mise en place, en juin dernier, du dis-

positif anti-feux, géré avec la collaboration des services de la Conservation des forêts et des services agricoles, a encore relevé la même source. La sensibilisation est particulièrement intensive dans les grandes régions forestières, les forêts de Kef Lakhal sur les hauteurs de Djebel Ouahch et de Draâ Naga dans la commune d'El Khroub, considérées comme «des zones à risque», a souligné le responsable.

Younès G.

### Khenchela et Tébessa Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

CINQ éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi dans des opérations distinctes dans les wilayas de Khenchela et Tébessa, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «un détachement de l'ANP a appréhendé, à In-Guezzam, deux orpailleurs et saisi deux groupes électrogènes, deux marteaux piqueurs, 20 capsules électriques, 10 mètres de cordon détonateur et un véhicule tout-terrain». Par ailleurs, «un détachement de l'ANP a intercepté, à Tindouf, quatre individus à bord de deux camions chargés de 1 660 litres de carburant destinés à la contrebande, tandis que des gardes-côtes ont saisi deux appareils de pêche illégale de corail à El-Kala», ajoute le communiqué du MDN.

Hani Y.

## Oran

### Le Musée Zabana propose un été récréatif aux enfants

Le Musée national Ahmed Zabana d'Oran propose tout le long de l'été un programme d'activités visant à faire profiter pleinement les enfants de cette période de détente et de vacances, a-t-on appris des organisateurs. Le programme devant se poursuivre jusqu'au mois d'août a été lancé cette semaine avec la mise sur pied de trois ateliers. Il permettra aux

enfants d'Oran et des autres wilayas de la région de découvrir les différentes collections du musée et profiter des activités culturelles et récréatives que proposera l'établissement. Ces ateliers auront trait au programme scolaire, en mettant l'accent sur le rôle du musée dans la diffusion de la culture et développer le goût de la découverte des objets d'art. Le premier atelier

qui se poursuivra jusqu'au 14 juillet, porte sur des travaux de collage, de dessin et de coloriage. Les enfants sont conviés à reproduire certains tableaux de peintres algériens conservés au musée. Le deuxième atelier destiné aux enfants et adultes se tiendra à partir du 16 juillet prochain au niveau du Musée d'art moderne d'Oran (MAMO) où des activités de feuilles, des

jeux traditionnels, de dessin sur céramique et sur pierre seront organisées. Enfin, le troisième atelier, prévu à la mi-août au sein du même musée, comprendra des activités de dessin, de lecture, des jeux de puzzle pour réaliser et reproduire des collections du Musée «Ahmed-Zabana», a-t-on ajouté.

R. C.

## Laghouat

### Près de 1 600 enfants passeront des vacances en bord de mer

Près de 1 600 enfants de la wilaya de Laghouat bénéficieront, cet été, de camps de vacances dans des villes côtières du pays, à l'initiative des directions de la Jeunesse et des Sports (DJS) et de l'Action sociale (DAS), a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Le premier contingent composé de 250 estivants, encadré par la DJS, s'est dirigé en début de semaine vers Staoueli, Alger, et sera suivi de trois autres contin-

gents, en juillet et août, totalisant plus de 1 000 enfants, a-t-on précisé. Cette opération de la DJS, qui profitera aux enfants de 6 à 14 ans issus des différentes communes de la wilaya de Laghouat, est encadrée par des animateurs spécialisés dans l'animation et la gestion des camps de vacances. Une autre opération, initiée par la DAS, permettra à 600 enfants issus de familles défavorisées, de personnes aux besoins spécifiques

et autres pensionnaires d'établissements spécialisés du secteur de l'Action sociale, de se rendre aux plages des wilayas d'Ain-Témouchent et Tlemcen. Un groupe de 150 enfants a d'ores et déjà pris le départ, suivi de deux autres contingents de 200 enfants et 250 enfants, ajoutent les mêmes services qui font état de la dotation des estivants de trousseaux de vacances pour passer un agréable séjour dans les camps de vacances où sont

prévues diverses activités ludiques et sportives en leur faveur. Dans un souci de combler le déficit en matière de structures de natation, la DJS de Laghouat a arrêté, par ailleurs, un programme de déploiement de piscines mobiles, en attendant la réalisation de six piscines de proximité couvertes, à lancer prochainement dans différentes régions de la wilaya.

M. L.

Opep+

# La 176<sup>e</sup> Conférence couronnée d'un «grand succès»

■ Dégageant un consensus autour d'un nécessaire maintien de la réduction de la production, la 176<sup>e</sup> Conférence de l'Opep, tenue lundi à Vienne, a été couronnée d'un «grand succès», de l'avis même des participants, dont le ministre de l'Energie et vice-président de l'Organisation, Mohamed Arkab.



P.H.D. R.

Par Mahi O.

«**L**a réunion de la Conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a été un grand succès. Pour ce qui est du marché pétrolier, nous sommes d'accord pour prolonger l'accord de réduction de la production des pays Opep et non-Opep de 1,2 Mbj jusqu'au 31 mars 2020», a précisé le ministre. Selon lui, cette reconduction «aura sans doute un

impact très positif sur l'équilibre du marché pétrolier et permettra de réduire de manière substantielle l'excédent des stocks mondiaux de pétrole». M. Arkab n'a pas manqué, dans ce contexte, de souligner que l'Algérie avait «joué un rôle important dans la recherche d'un consensus et dans l'élaboration du projet final» de la conférence. Les 24 pays de l'Opep+, qui fournissent la moitié du pétrole de la planète, avaient décidé, en décembre

2018, d'abaisser leur offre cumulée de 1,2 million de barils/jour pour soutenir les cours, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par les pays non-Opep. Lors de l'ouverture des travaux de la 176<sup>e</sup> réunion de la Conférence de l'Opep, le président de la conférence de l'Opep et ministre du Pétrole du Venezuela, Manuel Salvador

Quevedo Fernandez, avait indiqué que l'Organisation reconnaissait que «le défi consistant à équilibrer le marché pétrolier et à maintenir la stabilité est un processus continu et une responsabilité partagée». La veille de la tenue de la conférence, le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, avait, pour sa part, estimé que la situation sur le marché mondial du pétrole, marquée par «l'incertitude», pourrait être stabilisée moyennant des «démarches coordonnées» de la part de l'ensemble des fournisseurs.

## Adoption d'une Charte de coopération, une première

Outre la décision d'étendre l'accord de réduction de la production pour une durée de 9 mois à partir du 1<sup>er</sup> juillet courant, les membres de l'Opep et leurs partenaires ont annoncé, dans un communiqué final au terme de leur 6<sup>e</sup> réunion ministérielle (Opep et non-Opep), tenue dans le sillage de la 176<sup>e</sup> conférence, l'adoption d'une «Charte de coopération». Le projet de texte de la Charte de coopération, engagement volontaire de haut niveau, permet de «poursuivre le dialogue dynamique entre les pays dans la Déclaration de coopération aux niveaux ministériel et technique». A cet effet, il a

été demandé à tous les pays participants de soumettre le projet de texte à leurs processus nationaux respectifs, selon le communiqué. La réunion avait, par ailleurs, constitué une occasion pour réaffirmer «l'engagement continu» des pays producteurs, participants dans la «Déclaration de coopération», en faveur d'un marché stable, de l'intérêt mutuel des pays producteurs, ainsi que d'un approvisionnement efficace, économique et sûr au profit des consommateurs. Les participants se sont également prononcés pour un rendement équitable du capital investi, notant l'amélioration générale des conditions du marché et de la confiance des investisseurs dans l'industrie pétrolière. Le Comité de suivi ministériel conjoint Opep et non Opep (JMMC) a été invité à surveiller avec vigilance la mise en œuvre équitable de la résolution susmentionnée, à la lumière de l'équilibre offre/demande et des incertitudes persistantes, et à en rendre compte à la réunion. La prochaine réunion ministérielle des pays de l'Opep et des pays non membres de l'Opep se tiendra à Vienne le 6 décembre 2019. Selon des experts algériens, le maintien de l'accord de réduction de la production, engagée par l'Opep+, depuis 2016 pour stabiliser le marché, reste «insuffisant» pour une remontée conséquente des prix du brut. Selon leurs analyses, rendues publiques via l'APS, d'autres facteurs entrent en jeu lorsqu'il s'agit de faire réagir les prix du brut. En plus de la réduction de la production à un seuil donné, les prix du baril dépendent aussi des questions géopolitiques (conflits, guerres...) et des conditions climatiques. Ces facteurs interviennent, directement ou indirectement, dans l'offre et la demande, sur lesquels sont basés les marchés pétroliers et gaziers, ont-ils expliqué.

M. O. / APS

## Changes

### L'euro stable dans un marché prudent

L'euro restait stable hier face au dollar, au lendemain de la nomination de Christine Lagarde comme future patronne de la Banque centrale européenne et dans un marché somme toute prudent. Hier matin, l'euro restait inchangé par rapport à la veille, à 1,1285 dollar. L'annonce mardi soir du choix de Christine Lagarde, actuelle directrice du Fonds monétaire international, comme future présidente de la BCE «n'a pas eu d'impact sur l'euro», a commenté Antje Praefcke, analyste. Son arrivée à la tête de l'institution était néanmoins le principal sujet de conversation sur les marchés hier, alors que plusieurs ana-

lystes mettaient en avant son manque d'expérience en tant que banquière centrale et son profil politique. «C'est un choix controversé au moment où l'indépendance des banques centrales est de plus en plus questionnée», a souligné Michael Hewson, analyste, tandis que le président américain Donald Trump a tenté une nouvelle fois mardi de placer des alliés au sein de la Banque centrale américaine. Plusieurs observateurs évoquaient également la possibilité que son profil politique ne lui fasse préférer la croissance de la zone euro aux règles de l'orthodoxie monétaire. D'autres, à l'inverse, considé-

raient qu'elle pourrait être plus à même que l'actuel chef de la BCE de pousser la coopération entre les gouvernements afin qu'ils participent plus activement à la relance d'une croissance européenne atone. De manière plus générale, sur les marchés, «la bonne humeur qui a suivi la rencontre entre Trump et Xi (ce week-end) a prouvé sa fugacité tandis que les investisseurs ont eu à digérer une série d'indices PMI manufacturiers décevants en Asie et en Europe», a commenté Han Tan, analyste, qui relevait que l'or et le yen, traditionnelles valeurs refuges, étaient en hausse hier.

Salem K.

## Grande-Bretagne

### Contraction de l'activité privée en juin en pleine incertitude du Brexit

L'activité économique dans le secteur privé au Royaume-Uni s'est contractée au mois de juin pour la première fois depuis trois ans, d'après un indice PMI publié hier par le cabinet Markit qui pointe les incertitudes autour du Brexit. L'indice PMI tous secteurs a diminué à 49,2 en juin, contre 50,7 en mai. L'activité apparaît en progression lorsque l'indice dépasse 50 points et un score inférieur à ce niveau témoigne d'une contraction de l'activité. La dernière fois que le cabinet Markit

a constaté une contraction de l'activité dans le secteur privé, c'était en juillet 2016 – juste après la décision des Britanniques de quitter l'UE lors du référendum de 23 juin de cette année-là. «Ce coup de faiblesse en juin suit une détérioration progressive de la demande au cours de l'année écoulée, l'incertitude liée au Brexit a peu à peu aggravé l'impact d'un ralentissement économique plus large sur le plan mondial», a expliqué Chris Williamson, analyste. Au vu des données col-

lectées ces derniers mois, M. Williamson estime que le produit intérieur brut du Royaume-Uni s'est contracté de 0,1% lors du deuxième trimestre. Une première estimation officielle de la croissance britannique pour cette période est attendue le 9 août. Après un premier trimestre dynamique (+0,5% d'après l'institut officiel ONS), la croissance a ralenti depuis. Hier, le cabinet Markit a publié en outre un indice PMI pour le seul secteur des services, prépondérant au Royaume-

Uni: il a diminué à 50,2 points en juin, contre 51 points en mai. «Cette activité mornne est liée au ralentissement économique dans son ensemble et à une aversion au risque plus importante chez les clients, face aux incertitudes du Brexit», a expliqué Markit pour les services. «Cette quasi-stagnation des services constitue l'une des pires performances de la décennie et intervient après des déclinés marqués des secteurs manufacturiers et de la construction», a ajouté M. Williamson. Lundi et mardi,

Markit avait déjà publié en effet des données inquiétantes pour le mois de juin: l'indice PMI manufacturier a baissé à 48,0 points, au plus bas depuis début 2013, et l'indice dans la construction a chuté à 43,1 points, pire résultat depuis avril 2009. Initialement prévu fin mars, le Brexit a été repoussé au 31 octobre mais ses contours restent flous, ce qui prolonge une période d'incertitude jugée dommageable par les milieux d'affaires.

R. E.

Filière tomate industrielle à Chlef

# Prévision de transformation de plus de 40 000 tonnes

■ Un volume de plus de 40 000 tonnes de tomate industrielle est prévu à la transformation à Chlef, au titre de la présente campagne agricole, a-t-on appris auprès des responsables en charge de cette opération.



Par Anissa H.

« Nous prévoyons la transformation de plus de 40 000 tonnes de tomates pour cette campagne », a indiqué le chef du service commercial auprès de l'unique unité de transformation de la wilaya, Sadek Meriem Kharrafa. Il a fait part d'une « hausse graduelle » enregistrée, ces trois dernières années à Chlef, dans les capacités de transformation de la tomate industrielle, qui sont passées de 10 000 tonnes en 2016, à 32 000 tonnes en 2017, avant d'être portées à 33 000 en 2018, avec une prévision de transformation de

40 000 tonnes cette année, soit une moyenne de 1 400 tonnes/jour. La filière de la tomate industrielle a été marquée, cette année, par une « meilleure organisation », a souligné pour sa part Mohamed Benyamina, président de l'association des producteurs de la tomate industrielle, imputant ce fait à la maîtrise de l'opération de culture, ayant permis aux agriculteurs, la « collecte progressive de leur récolte, de façon à éviter les excédents de production ». Considérant que la wilaya « dispose d'une seule et unique unité de transformation », a-t-il précisé. Au plan de la production de la tomate industrielle à Chlef, M. Benyamina a fait part d'une « prévision de baisse de

l'ordre de 30% attendue, cette année, dans le rendement à l'hectare » comparativement à la campagne écoulée (700 qx/ha). « Cette baisse est due aux nombreuses maladies végétales ayant touché les récoltes, dont le mildiou, et les vents du sirocco », a-t-il expliqué. Toujours selon le même responsable, la campagne de récolte de la tomate industrielle sera ouverte samedi prochain, pour une durée de deux mois, sur une superficie ciblée de plus de 2 000 ha, répartie sur les régions d'Ouled Abdelkader, Oued Sly, Sobha, Boukadir et Oued Fodda. « Plus d'une centaine d'agriculteurs du domaine ont signé des contrats avec l'unité de transformation de la wilaya, au profit de laquelle ils vendent leurs produits à 15 DA le kg, avec un soutien de 4 DA/kg assuré par l'Etat », a par ailleurs, ajouté M. Benyamina. Il a, en outre, exprimé son souhait quant à la « mise en service prochaine de nouvelles unités de transformation, qui permettront l'extension des surfaces de culture de la tomate industrielle et partant le développement de la filière de transformation à l'échelle locale », est-il escompté. A noter l'organisation attendue dans « les prochains jours » à Chlef, d'une journée technique au profit des producteurs de la tomate industrielle, relative aux dernières nouveautés en matière de semences et des techniques de leur culture, a indiqué M. Benyamina.

A. H. / APS

Ouargla

## Distribution de plus de 965 000 livres scolaires aux établissements éducatifs

Plus de 965 200 livres scolaires ont été distribués à ce jour aux établissements éducatifs de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris du directeur du Centre local de distribution et d'édition pédagogique. L'opération, qui a débuté la semaine dernière, a touché dans une première phase les établissements éducatifs éloignés du chef-lieu de wilaya, à l'instar de ceux de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km de Ouargla), de Hassi-Messaoud et de la wilaya déléguée de Touggourt, a précisé Laid Menasria. Elle cible la distribution de 330 494 manuels pour le cycle primaire, 314 200 pour le moyen et 321 440 autres pour le cycle secondaire, a-t-il ajouté en signalant qu'elle a été concrétisée à 97,84%. Le Centre doit encore réceptionner trois titres de manuels scolaires de la part

de l'Office nationale des publications scolaires (ONPS), à savoir ceux de mathématiques (5ème année primaire), de langue française et d'histoire et géographie (4ème année moyenne), selon le même responsable. La distribution se poursuit jusqu'à la fin de cette semaine pour toucher les établissements restants, à savoir deux lycées et deux collèges d'enseignement moyen, a-t-il assuré, en rappelant que le stock restant des manuels distribués aux établissements éducatifs l'année dernière et non récupérés par le Centre a facilité l'opération et a constitué un premier fond livresque des établissements. Des dispositions ont été ainsi prises pour assurer une disponibilité du manuel scolaire au niveau des différents établissements éducatifs, permettant aux parents

d'élèves de les acheter dès cette semaine ou en début de l'année scolaire, sachant que leur gratuité est assurée pour les enfants de parents issus du secteur de l'éducation, ceux aux besoins spécifiques ou les enfants issus de familles nécessiteuses, a fait savoir le même responsable. L'opération de distribution des manuels scolaires en cette période intervient en application d'instructions données par le ministère de l'Éducation nationale à l'ONPS en vue de finaliser la distribution du livre scolaire avant la clôture de l'année scolaire. La wilaya de Ouargla compte un total de 486 établissements éducatifs, dont 322 écoles primaires, 114 collèges d'enseignement moyen et 50 lycées.

Nabila T.

Renforcement de l'AEP à Mila

## Lancement prochainement de six projets

Six projets destinés à améliorer et à soutenir l'alimentation en eau potable (AEP) dans trois communes de la wilaya de Mila seront lancés « prochainement », a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau (DRE). Les opérations programmées portent sur la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup> au chef-lieu de wilaya, destiné à assurer l'approvisionnement quotidien en cette ressource vitale dont les travaux sont en voie de lancement, a précisé à l'APS le chef du service AEP, au sein de cette direction, Messaoud Lechheb. La commune de Mila verra également la concrétisation d'un projet relatif à la construction de réservoirs et la mise en place de nouvelles pompes à la première tranche du nouveau pôle urbain situé sur les hauteurs de cette ville, plus exactement dans la zone de Marchou qui compte des centaines d'habitations tous segments confondus, parallèlement au lancement prochain des actions de mise à niveau du

champ des forages dans la localité d'Amira Arres (nord de Mila), destinées à la sécurisation de l'opération de distribution de l'eau potable dans les communes de Mila et de Zeghaia, avec un volume de 5 000 m<sup>3</sup> par jour, selon la même source. Dans la localité de Sidi Merouane, plus particulièrement dans la zone de Fedoua, il sera procédé durant les semaines à venir au lancement des travaux

d'AEP du nouveau pôle urbain depuis le barrage de Beni Haroun, en plus de la réalisation du projet de réhabilitation du réseau d'AEP, a indiqué M. Lechheb. Les services locaux du secteur de l'hydraulique, a ajouté la même source, s'attèlent à parachever les procédures d'usage pour le lancement du projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable à la région de « Djebel Eugab », à partir du

même ouvrage hydraulique. La concrétisation de ces projets, affectés au bénéfice d'une population de près de 150 000 âmes, a nécessité la mise en place d'un budget d'investissement de 1,9 milliard DA, a souligné le représentant de la DRE. La saison d'été en cours sera marquée par la réception de plusieurs projets, inscrits dans le cadre du programme d'urgence réservé aux régions, qui souffrent d'un manque d'alimentation

en cette ressource vitale, a par ailleurs fait savoir la même source. Une fois achevés, ces projets de renouvellement des conduites et des pompes pour la lutte contre les déperditions d'eau contribueront à répondre aux préoccupations des citoyens dans ce domaine, a-t-on signalé de même source.

D. Y.

Campagne moisson-battage à Bouira

## Production de 2 millions quintaux de céréales attendue

Une production de deux millions de quintaux de céréales est attendue cette année à Bouira, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA) à l'occasion de la campagne moisson-battage lancée mardi par les autorités locales de la wilaya. « La récolte prévisionnelle de céréales de cette année atteindra les deux millions de quintaux. Tous les moyens ont été déployés pour réussir l'opération », a déclaré la chargée de la communication, Salima Kerkoud. Ce chiffre est en hausse significative par rapport aux années précédentes, dont la production

céréalière n'a pas dépassé les 1,6 millions de quintaux, selon les détails fournis par les responsables du secteur au wali Mustapha Limani, qui lançait la campagne moisson-battage à la ferme agricole pilote « Haicher » de Bouira. A propos du rendement par hectare, les services agricoles de la wilaya ont expliqué qu'il a dépasserait par endroits les 25 quintaux/h, ce qui est considéré selon eux, comme « production appréciable ». Pour le blé tendre, une production de 200 000 quintaux est attendue lors de cette campagne sur une surface de 12 000 hectares.

« Près de 492 000 quintaux d'orge s'étalant sur une surface de plus de 16 000 hectares, et 25 305 quintaux d'avoine, sur une surface de 1700 hectares, sont attendus cette année », selon les détails fournis par les services agricoles, qui ont déployé d'importants moyens humains et matériels pour réussir la campagne. « Plus de 5 500 tracteurs, 280 moissonneuses-batteuses, près de 1 800 remorques et 1 400 citernes ont été déployés pour mener à bien la campagne », affirme la DSA.

R. R.

Tunisie

# Un terroriste se fait exploser dans le Grand-Tunis

■ Un terroriste s'est fait exploser mardi soir après avoir été assiégé par les services de sécurité du district d'Al-Intilaqa à Tunis, annonce des médias citant comme source le ministère tunisien de l'Intérieur.

Par Mondji Y.

« **L**e terroriste qui s'est fait exploser ce soir est Aymen al-Samiri, classé dangereux auprès des services de sécurité », a déclaré Sofien Zaak, porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, dans une brève intervention radiophonique. L'explosion n'a fait aucun dégât matériel ou humain. Ce nouvel épisode de violence terroriste intervient après deux attentats-suicide simultanés qui se sont produits, jeudi à Tunis. Le premier à l'avenue Bourguiba, a fait un mort, un agent de la police municipale, et 4 blessés, un agent de sécurité et 3 civils. Quant au 2<sup>e</sup> attentat, il a eu lieu devant la porte arrière de la direction de la police judiciaire d'El Gorjani. Il a fait des blessés parmi les sécuritaires de différents degrés de gravité. D'autre part, trois personnes recherchées pour suspicion d'allégeance à une organisation terroriste ont été arrêtées à Rouhia, gouvernorat de Siliana en Tunisie et placées en garde à vue, a rapporté dimanche l'agence TAP citant une source de sécurité. «Trois personnes recherchées par

la brigade de police judiciaire de Ksar Hellal, pour suspicion d'allégeance à une organisation terroriste, ont été arrêtées, par les agents de la Sûreté nationale, à Rouhia (gouvernorat de Siliana), et placées en garde à vue », a déclaré la source sécuritaire. «Deux parmi ces suspects sont nés en 1991 et le troisième en 1976 », a ajouté la même source. M. Y./APS



Libye

## Des dizaines de victimes dans un raid aérien contre un centre de détention de Tripoli

**D**es dizaines de migrants ont été tués ou blessés dans une frappe aérienne contre leur centre de détention à Tajoura, dans la banlieue-est de la capitale libyenne, ont rapporté mardi des médias sur place. Plusieurs corps gisaient sur le sol du hangar où sont détenus les migrants, tandis que les ambulances se précipitaient sur place, selon la même source. Des responsables du centre ont attribué le raid aux forces du maréchal Khalifa Haftar, faisant état de dizaines de morts. Sur son compte Twitter, le bureau du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit «extrêmement

préoccupé» par des informations sur des frappes aériennes contre le centre de détention de Tajoura, et «sur la mort de réfugiés et de migrants». La frappe contre le centre des migrants n'a pas été revendiquée mais des médias pro-Haftar ont fait état mardi soir d'une «série de raids aériens» à Tripoli et Tajoura. Les agences de l'ONU et organisations humanitaires rappellent régulièrement leur opposition à ce que les migrants arrêtés en mer soient ramenés en Libye, en proie au chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, et où ils se retrouvent placés «en détention arbitraire» ou à la merci de

milices. Leur situation est devenue plus critique depuis le début de l'offensive militaire le 4 avril du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, pour conquérir Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale. La mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul) a maintes fois exprimé son inquiétude sur le sort d'environ 3 500 migrants et réfugiés «en danger dans des centres de détention situés près de zones d'affrontements».

Moncef G.

Autodétermination du peuple sahraoui

## La coordination européenne s'engage à intensifier «la bataille internationale»

**L**a Coordination européenne des comités de soutien au peuple sahraoui s'est engagée à intensifier les actions de sensibilisation vis-à-vis de la cause sahraoui et à mobiliser l'opinion publique pour que la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé, ont rapportés mardi des médias sahraouis. Réunis à Vitoria-Gasteiz, les membres de la Coordination européenne ont appelé à intensifier la bataille internationale, à mobiliser l'opinion publique pour que la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'Homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé par le Maroc ainsi qu'à agir pour faire respecter les résolutions de l'ONU et de l'Union africaine (UA) prévoyant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, a indiqué l'agence SPS. Intervenant lors de cette réunion préparatoire de la 44<sup>e</sup> édition de la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (EUCOCO), le président de la Coordination, Pierre Galland, s'est engagé à organiser des activités sur tout le continent européen afin de mobiliser la société civile sur la question sahraoui, rappelant la «responsabilité collective» des pays européens dans le processus de décolonisation du Sahara occidental. M. Galland a abordé, à

l'occasion, les travaux d'organisation de l'EUCOCO 2019 prévue en novembre à Vitoria-Gasteiz, en présentant les avancées et les questions centrales de cette 44<sup>e</sup> édition, a ajouté SPS. Les responsabilités de l'Espagne et de l'Union européenne dans la décolonisation du Sahara occidental seront au centre de cette importante conférence internationale de soutien au peuple sahraoui, a-t-il souligné. Présente lors de cette

réunion, la déléguée du Front Polisario en Espagne, Khira Boulahi, a invité les membres de la Coordination à prendre en compte «la nouvelle configuration européenne et à saisir les opportunités», mettent l'accent sur la nécessité de coordonner de nouvelles stratégies entre le mouvement de solidarité et les délégations du Front Polisario afin d'obtenir la participation des acteurs politiques européens.

De son côté, le ministre délé-

gué sahraoui pour l'Europe, Mohamed Sidati, a rappelé la situation actuelle du conflit marquée par la démission de l'Envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, les manœuvres du Maroc et la bataille engagée par le Front Polisario devant les tribunaux européens pour empêcher l'exploitation illégale des ressources naturelles du peuple sahraoui.

M. Sidati a affirmé, en outre, que l'ONU travaillait à la nomina-

tion d'un nouvel envoyé spécial au Sahara occidental afin de poursuivre les efforts initiés par l'ancien président allemand pour la résolution du conflit et la tenue du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. A ce propos, le responsable sahraoui a précisé que «toute médiation dirigée par l'ONU entre le Maroc et le Front Polisario doit conduire à la tenue du référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui».

Anis F.

RASD

## Le Président Ghali assiste à la cérémonie d'investiture du président du Panama

**L**e président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Brahim Ghali, a assisté à la cérémonie officielle d'investiture du président élu du Panama, Laurentino Cortizo Cohen, qui succèdera à l'ancien chef d'Etat Juan Carlos Varela, ont rapporté mardi des médias sahraouis.

Le président sahraoui a pris part, lundi soir, à la cérémonie d'investiture du nouveau président panamien aux côtés de dix chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des vice-présidents et des ministres, invités par le gouvernement panamien à assister à cet événement politique national, a indiqué l'agence SPS. Le nouveau président panaméen a pris ses fonctions après avoir remporté l'élection du 5 mai dernier, lors d'un scrutin présidentiel, face au candidat de droite, Romulo Roux. «Nous allons vers des jours meilleurs pour le Panama. Nous allons construire un avenir meilleur, avec effort, espérance, fierté et cœur», a déclaré à l'occasion le nouveau chef

de l'Etat, issu du Parti révolutionnaire. M. Cortizo s'est entretenu dimanche avec M. Ghali, lors d'une rencontre bilatérale au cours de laquelle il a souligné les «liens existants entre les deux pays», affirmant que «les deux peuples panamien et sahraoui, géographiquement éloignés, mais ont de très bonnes relations». De son côté, le président sahraoui a exprimé ses félicitations et celles du peuple sahraoui à M. Cortizo suite à son élection à la tête de l'Etat, tout en réaffirmant sa volonté de continuer à renforcer les «relations excellentes avec le Panama, pays frère d'Amérique latine». M. Ghali a affirmé, en outre, que le Panama demeure «un exemple en matière de solidarité et d'aide aux luttes des peuples dans le monde», appelant à renforcer davantage les passerelles d'échange entre l'Afrique et l'Amérique latine. En marge de la cérémonie d'investiture du président Laurentino Cortizo, le dirigeant sahraoui s'est entretenu avec des présidents et des chefs de délégation

de pays d'Amérique latine et d'Europe, a précisé SPS. Arrivé samedi dans la capitale panaméenne à l'invitation du gouvernement de ce pays, le président sahraoui a été accueilli à l'aéroport international de Tocumen par des représentants des autorités nationales panaméennes, où une unité de l'armée en service lui a rendu les honneurs militaires. S'exprimant à la presse locale, le dirigeant sahraoui a rappelé les relations historiques existantes entre les deux pays. «Je suis sûr que nous développerons nos relations dans l'intérêt de nos deux peuples. Nous sommes deux peuples géographiquement éloignés, mais avec de nombreux liens et relations qui nous unissent», a précisé M. Ghali. Le Panama avait établi des relations diplomatiques avec la RASD le 23 juin 1978. Un fait qui donnerait à ce pays d'Amérique latine une place privilégiée dans l'histoire et la lutte du peuple sahraoui.

R. M.

Emin Auto/JAC-SsangYong



Animée par Ali Zidane

Une nouvelle usine automobile attend de voir les jours les prochains mois de l'année courante. L'industriel Emin Auto, représentant de plusieurs marques utilitaires et touristiques, a déjà débuté les travaux de réalisation de la première usine privée de fabrication automobile, moteurs et superstructures en Algérie.

Le projet qui a élu domicile au niveau de la wilaya de Ain Témouchent a eu déjà l'avis favorable du comité d'évaluation technique du ministre de l'Industrie et des Mines, de l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi), et obtenu le permis de construction et l'acte de session.

Pour exprimer la bonne volonté du constructeur Chinois JAC pour accompagner le concessionnaire et participer au montage des véhicules, ce dernier a envoyé une lettre d'engagement. Néanmoins, Emin Auto n'a pu finir la réalisation de son usine qui s'étend sur une superficie globale de plus de 33 hectares sans l'accord du Conseil national de l'investissement (CNI), reste

cependant la condition préalable pour la finalisation des travaux et le démarrage de la production au niveau de l'usine.

Une usine qui prévoit de produire pas moins de 100 000 unités par an des modèles des marques chinoises JAC et JMC et la marque coréenne SsangYong. Le coût de l'investissement global est de l'ordre de 170 millions dollars pour l'assemblage de camions légers, de pick-up et des SUV.

Le concessionnaire a déjà déboursé 2,7 milliards DA de matériaux de construction pour

faciliter le processus et les besoins logistiques de l'usine et pour que le processus fonctionne plus facilement, Emin Auto compte investir 2,7 milliards DA pour la ligne de production.

Pour le P-DG de Emin Auto, Nihat Sahsuvaroglu, «dans le but de contribuer au développement de l'industrie automobile algérienne, le gouvernement chinois s'est engagé, à travers une lettre adressée en avril 2018, par son ambassadeur en Algérie à l'ancien Premier ministre, à réaliser un important projet industriel».

Il expliquera que «selon cette correspondance, JAC Motors et son partenaire historique en Algérie depuis 19 ans Emin Auto, se sont engagés pour une usine de fabrication automobile ainsi qu'une autre pour la production de moteurs en Algérie et ce, à travers cinq étapes distinctes».

Pour le patron d'Emin Auto, le projet qui comprendra trois

lignes de montage ne prévoit pas seulement de mettre sur pied des unités de montage de moteurs, de châssis et de superstructures, mais il sera question de la fabrication et l'introduction de sociétés spécialisées dans la sous-traitance.

L'unité de fabrication de moteurs qui sera identique à celle existant en Chine, sera chapeauté par une équipe d'ingénieurs chinois et algériens pour la formation du personnel et le transfert technologique. Avec l'aval de JAC Chine, le projet prévoit également l'exportation vers plusieurs pays africains, entre 30 et 40% des modèles produits en Algérie.

Elle aura à produire 40 000 moteurs pour sa première année et deux types de moteurs : le 2.8 litres diesel avec Turbo et le 2.8 litres diesel avec turbo intercooler. L'objectif étant d'arriver à produire 80 000 moteurs par an

dans les prochaines années.

La fabrication du châssis et la cabine ainsi que la peinture pour les modèles de l'usine sera totalement assurée au niveau de notre unité de production et ce, avant la fin du premier trimestre 2020.

M. Nihat indiquera à l'occasion de la visite guidée destinée aux journalistes spécialisés du secteur automobile que «la future usine Emin Auto/JAC devrait atteindre à la première année 20% de taux d'intégration à la seconde année avant de passer à 50% à la 5<sup>e</sup> année. En plus du moteur, des superstructures, du châssis et de la cabine seront produits localement avant mars 2020».

## Sovac Algérie

## Caddy High Edition, une nouvelle finition chez Volkswagen utilitaire

Après l'introduction des versions Caddy Maxi et Start up et en s'appuyant sur notre héritage de haute qualité sur l'utilitaire, Sovac Algérie vient d'enrichir sa gamme avec une nouvelle finition intitulée High Edition et continue d'offrir le meilleur confort possible pour le client avec les nouveautés du High Edition, un successeur tout à fait digne de ce nom. Le Caddy High Edition est plus fonctionnel, plus agréable et polyvalent. Un ludospace immensément

robuste et très compact. Plus puissant que jamais, le Caddy High Edition dispose d'un nouveau moteur par rapport au Caddy High, puisque celui-ci développe un moteur 2.0 avec une puissance de 140 Ch associé à une boîte à vitesse manuelle à 6 rapports + 1 marche arrière pour plus d'efficacité et un plaisir de conduite absolu. Les éléments extérieurs spécifiques à cette nouvelle finition se caractérisent par ailleurs par ses portes arrières à vantaux avec baies de glace, une division asymétrique pour rendre le design du véhicule plus épuré et élégant. De l'intérieur, le Caddy High Edition gagne en fonctionnalités ou l'on trouve de nouveaux équipements très intéressants et pratiques comme l'assistant de stationnement «Park Assist» et système d'aide au stationnement à l'AV et



l'AR pour simplifier vos manœuvres, un système particulièrement pratique pour les stationnements en zone urbaine. Ainsi que l'App-Connect et 2<sup>e</sup> interface USB. En matière de sécurité, le Caddy High Edition est doté d'un dispositif d'attelage, amovible/fermant à clé (y compris système de stabilisation de remorque), Une protection pour

jantes en alliage léger, ainsi que des mesures supplémentaires pour la carrosserie contre les projections de gravillons aux endroits menacés au niveau du soubassement. Le prix du nouveau Caddy High Edition est de 3 800 000 DA. Il est disponible dans l'ensemble du réseau Sovac Algérie.

## Industrie automobile

## «Global Group», premier dans la fabrication réelle des véhicules en Algérie



en créant une usine pour la fabrication de l'emboutissage de tous types et de kits de véhicules sur le marché algérien, en plus du matériel de soudage et de la peinture, la plupart de robots modernes et sophistiqués «presse shop, paint shop and welding». L'usine de 80 hectares, située dans la zone industrielle de la municipalité de Djerma à Batna, est un investissement qui permet d'augmenter le taux d'intégration national, de dépasser 50%, une industrie locale qui réduira la facture d'importation de 30%.

Global group est désormais le premier acteur industriel de Batna, suite à l'accord international signé par Global Group avec son partenaire sud-coréen en décembre 2018, pour développer son activité industrielle, en apportant une expertise étrangère sur le territoire national.

Global Group sera la première usine de ce type en Algérie et la seule en Afrique à fabriquer, qui emploiera 5 000 travailleurs pour absorber le spectre du chômage à Batna à partir du mois de novembre 2019.

Etape future, tous horizons et lumières dans le ciel de la patrie, Global Group réussit à passer de l'installation à la fabrication

de 80 hectares, située dans la zone industrielle de la municipalité de Djerma à Batna, est un investissement qui permet d'augmenter le taux d'intégration national, de dépasser 50%, une industrie locale qui réduira la facture d'importation de 30%.

Global group est désormais le premier acteur industriel de Batna, suite à l'accord international signé par Global Group avec son partenaire sud-coréen en décembre 2018, pour développer son activité industrielle, en apportant une expertise étrangère sur le territoire national.

Global Group prévoit l'inauguration de sa nouvelle usine en novembre 2019.

## Peugeot Citroën production Algérie

## L'usine opérationnelle en 2020

Les difficultés actuelles que rencontre le secteur automobile n'ont pas freiné l'élan du Groupe PSA pour passer à une étape supérieure sur le marché automobile en Algérie. Le constructeur français vient tout juste d'annoncer que son usine Peugeot Citroën Production Algérie sera opérationnelle au premier semestre 2020. Pour ce faire, le Groupe PSA (Peugeot-Citroën) a attribué la réalisation de sa future usine algérienne l'entreprise S.F.M.A.I., acteur régional incontournable dans le domaine de la construction industrielle et retenu «à la faveur de son dossier mettant en avant ses performances en termes de service et de qualité, maîtrise des coûts, management de projet, et experi-



se technique», précise un communiqué du Groupe PSA. L'usine de production PCPA qui devrait débuter la fabrication des modèles en 2020, prévoit de faire sortir de sa chaîne de montage pas moins de 75 000 véhicules/an à terme des différentes marques du Groupe (Peugeot, Citroën, Opel et DS

Automobiles). Opérant avec un panel mondial de plus de 8 000 fournisseurs, le Groupe PSA favorisera, partout où il est implanté, la production locale. Le Groupe a également mandaté le bureau d'études, d'architecture, d'urbanisme et de consulting oranais Archiben.





## Nucléaire

# L'Iran déterminé à enrichir l'uranium au-delà de la limite

■ Ignorant les avertissements de ses ennemis et de ses partenaires, l'Iran a déclaré hier qu'il mettrait à exécution dès dimanche sa menace d'enrichir l'uranium à un degré supérieur à la limite fixée par l'accord international sur son programme nucléaire.

Rosa C.

La mesure a été annoncée en Conseil des ministres par le président Hassan Rohani, qui a répété ses griefs vis-à-vis des États-Unis, de l'Europe, de la Chine et de la Russie, qu'il tient pour responsables de l'impasse actuelle autour de cet accord conclu à Vienne en 2015. L'annonce survient sur fond de tensions déjà vives avec Washington, faisant craindre un embrasement dans la région stratégique du Golfe. La crise entre les deux ennemis a connu un pic le 20 juin après que l'Iran a abattu un drone américain. Selon Téhéran,



l'appareil avait violé l'espace aérien iranien, ce qu'a démenti Washington. En 2015, l'Iran s'est engagé à ne jamais acquérir l'arme atomique et à brider son programme nucléaire en échange de la levée d'une partie des sanctions internationales qui asphyxiaient alors son économie. Mais l'accord de Vienne est menacé depuis que les États-Unis s'en sont retirés unilatéralement en mai 2018, réimposant des sanctions punitives contre la République islamique privant l'Iran des bénéfices qu'il attendait de ce pacte. Le 8 mai, un an jour pour jour après le retrait américain, et lassée des promesses non tenues des autres parties encore à

l'accord (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie) de garantir les intérêts iraniens, Téhéran avait annoncé ne plus se sentir tenu par deux plafonds définis par l'accord. En l'occurrence : celui limitant ses réserves d'eau lourde à 1,3 tonne, et celui de 300 kg imposé à ses réserves d'uranium faiblement enrichi. L'Iran avait aussi adressé un ultimatum à ses partenaires leur donnant «60 jours» pour l'aider à contourner les sanctions américaines, qui ont fait plonger le pays en récession. M. Rohani a ainsi annoncé hier que son pays commencerait à mettre en œuvre dès dimanche la deuxième phase de son «plan de réduction» de ses engagements, réversible à tout

moment, selon l'Iran, si les autres partenaires répondent à ses demandes. Téhéran mettra «de côté» son engagement consistant à ne pas enrichir de l'uranium à un degré supérieur à 3,67%, dès le «7 juillet». «Autant que nous le voudrions, autant que nécessaire, autant que nos besoins l'imposent, nous [enrichirons] au-dessus de 3,67%», a déclaré M. Rohani. Il a également prévenu qu'à partir de dimanche, l'Iran pourrait reprendre son projet de réacteur à eau lourde à Arak (centre) qui [pourrait à terme] produire du plutonium, à moins que «vous [les autres parties à l'accord, NDLR] ne teniez tous vos engagements.» «Nous resterons tenus par [l'accord de Vienne] tant que les autres parties y resteront tenues. Nous appliquerons 100% [de l'accord] le jour où les autres parties agiront à 100%» selon ses termes, a ajouté M. Rohani. Selon lui, l'Iran applique désormais «98%» de l'accord et les autres parties «pas même 10%». «Passez à 98% et nous reviendrons à 100%», a-t-il dit. L'Iran a franchi lundi la limite des 300 kg imposée à ses réserves d'uranium faiblement enrichi. Réagissant à ce nouveau développement, le président américain Donald Trump a accusé Téhéran de jouer «avec le feu» «Les États-Unis et leurs alliés ne permettront jamais à l'Iran de développer des armes nucléaires» (ce dont Téhéran s'est toujours

défendu), a promis la Maison-Blanche, réaffirmant la volonté américaine de poursuivre sa campagne de «pression maximale» sur Téhéran, «tant que ses dirigeants ne changent pas leur façon de faire». «Extrêmement inquiets» par le dépassement des stocks d'uranium enrichi iraniens, Berlin, Londres, Paris et l'UE ont appelé mardi Téhéran «à revenir sur sa décision et à s'abstenir de prendre de nouvelles mesures qui affaibliraient» l'accord. «Notre engagement vis-à-vis de l'accord sur le nucléaire [dépend] du respect total par l'Iran de ses engagements», ont ajouté les Européens. Déplorant l'attitude de l'Iran sur ses stocks d'uranium, Pékin a de son côté appelé «toutes les parties [à la] retenue». Moscou aussi a appelé l'Iran «à la retenue, à ne pas céder à l'émotion et à respecter les dispositions essentielles de l'accord». Mais Téhéran affirme agir «dans le cadre» de ce pacte, invoquant deux articles permettant à une partie de s'affranchir temporairement de certains de ses engagements si elle estime qu'une autre ne tient pas les siens. M. Rohani a par ailleurs redit que le mécanisme de troc mis sur pied par les Européens pour permettre à l'Iran de commercer en contournant les sanctions américaines étaient encore une coquille «vide».

R. C.



## Commentaire

### Recensement

Par Fouzia Mahmoudi

En 2020 un grand recensement sera effectué à travers les États-Unis pour déterminer le nombre d'habitants qu'abrite la première puissance mondiale. Un recensement qui a déjà connu son lot de polémiques avec la demande de certains politiques conservateurs d'exiger une preuve de nationalité pour être comptabilisé. Voulu par Donald Trump mais critiquée par les Démocrates et rejetée par la Cour suprême, la question de la nationalité dans le prochain recensement de la population aux États-Unis, en 2020, est définitivement abandonnée, a confirmé le département de la Justice cette semaine. Le processus d'impression des formulaires de recensement, qui doit se tenir tous les dix ans selon la Constitution, a commencé. Cette annonce suit une décision de la Cour suprême des États-Unis, qui avait bloqué jeudi dernier l'ajout de cette question pour le recensement prévu en 2020, jugeant «artificielles» les justifications fournies par l'administration Trump. Le président Trump avait à l'origine appelé à un report de leur impression, le temps de fournir de nouveaux arguments à la Cour. «Il y a une grande différence pour moi entre être un citoyen des États-Unis et être un [résident] illégal», avait déclaré le président américain lundi devant des journalistes, réaffirmant vouloir établir grâce au recensement la situation de chacun. Une option finalement abandonnée, a annoncé mardi la procureure générale de l'État de New York : «Nous sommes heureux que le recensement de 2020 commence à être imprimé sans une question sur la nationalité», a écrit Letitia James, qui avait attaqué cette mesure aux côtés d'autres États. «Lors que l'administration Trump a pu chercher à politiser le recensement», celui-ci «restera un outil servant à obtenir un décompte exact de notre population», a-t-elle ajouté dans un communiqué. Les enjeux étaient énormes : le recensement conditionne l'octroi de 675 milliards de dollars de subventions fédérales et le nombre de sièges alloués à chaque État à la Chambre des représentants, en fonction du nombre de résidents. Or, l'ajout d'une question sur la nationalité, abandonnée il y a plus de soixante ans, aurait poussé entre 1,6 million et 6,5 millions d'immigrés à s'abstenir de participer ou à mentir sur le questionnaire, par peur d'être fichés, selon les experts du bureau du recensement. Une défaite pour Trump et ses partisans qui ne manqueraient pas de profiter de la prochaine élection présidentielle de 2020 pour pousser vers un agenda plus restrictif vis-à-vis des résidents illégaux et de ressortir la promesse du «mur» qui doit séparer les États-Unis du reste de l'Amérique du Sud.

F. M.

## Russie

### Mystère autour de l'incendie dans un sous-marin

L'incendie qui a coûté la vie à 14 sous-marins russes en mer de Barents reste entouré de mystère, et le Kremlin a averti hier que les détails de la catastrophe ne seraient pas révélés au nom du «secret d'État». Cet accident a ravivé en Russie le souvenir de la tragédie du Koursk, qui avait coulé en août 2000 avec 118 hommes à bord et profondément traumatisé le pays. Ce drame avait jeté une ombre sur le premier mandat de Vladimir Poutine, dont la gestion avait été critiquée. En milieu d'après-midi, mardi, le ministère russe de la Défense a annoncé que 14 sous-marins étaient décédés lundi après avoir inhalé des fumées toxiques au cours d'un incendie finalement maîtrisé. Selon l'armée, l'accident a eu lieu dans les eaux territoriales russes. Les autorités ont décrit l'appareil comme un sous-marin de recherche, destiné à l'étude des environnements marins et du fond des océans. Moscou précise que le sous-marin est retourné à son port d'attache, la ville fermée de Severomorsk, dans la région de Mourmansk (nord). «Les informations ne peuvent pas être rendues publiques. C'est complètement normal», a assuré hier le porte-parole du Kremlin, évoquant le «secret d'État». Présidant une réunion à

Severomorsk, le ministre de la Défense Sergueï Choïgou a confirmé hier qu'il y avait des survivants parmi l'équipage, notamment un civil «représentant de l'industrie» évacué en premier dans une partie hermétiquement isolée. L'armée a décrit l'appareil comme un engin de recherche scientifique capable d'opérer en eaux profondes, Vladimir Poutine le qualifiant d'«inhabituel». Selon des sources citées par les journaux russes «RBK» et «Novaïa Gazeta», le sous-marin en question est le sous-marin nucléaire AS-12, surnommé «Locharik», un engin secret conçu pour la recherche et les opérations spéciales jusqu'à 6 000 mètres de profondeur. Le «Locharik» peut accueillir 25 marins à son bord et est conçu de façon à pouvoir s'accrocher à un sous-marin plus imposant capable de le transporter jusqu'à sa zone d'opération. Selon le journal en ligne russe Open Media et le quotidien Vedomosti, le feu n'aurait d'ailleurs pas pris sur le Locharik mais sur un sous-marin nucléaire modifié pour le transporter. Citant des sources militaires russes, Open Media évoque deux sous-marins potentiellement concernés : l'Orenbourg et le Podmoskovïé. Ces sous-marins sont rattachés à la Direction de la plongée

Profonde (GUGI) du ministère de la Défense, une division spéciale de la Marine russe. Les sous-marins comme le Locharik peuvent effectuer divers types de mission, de l'étude des fonds marins à des opérations sur des câbles sous-marins. En présentant ses condoléances aux proches des sous-marins, Vladimir Poutine a précisé mardi soir que deux «Héros de la Russie» et sept «capitaines de premier rang», le grade le plus élevé chez les officiers navigants russes, comptaient parmi les morts. «C'était un équipage hautement qualifié», a ajouté le président russe. Le niveau de l'équipage semble confirmer le caractère stratégique de la mission du sous-marin. Sur son site internet, la cathédrale de Mourmansk a annoncé la tenue d'une cérémonie funèbre en la mémoire des disparus, ne les identifiant que par leur prénom. Sur les réseaux sociaux le gouverneur de Saint-Petersbourg Alexandre Beglov a pour sa part assuré que les sous-marins «étaient en poste sur une de nos bases». Ils seront enterrés à Cronstadt, à assuré à RBK le représentant de la cathédrale de cette île sur le golfe de Finlande, qui compte une importante base navale.

Symposium international Chélia des arts plastiques

# Une soixantaine d'artistes au rendez-vous

■ La troisième édition du Symposium international Chélia des arts plastiques, ouvert mardi à la maison de la culture Ali-Souaï de Khenchela, s'annonce festive. Placée sous le slogan «Art et dialogue des civilisations», soixante-deux artistes nationaux et étrangers y prennent part. Ce rendez-vous artistique se veut une occasion d'échange et d'apprentissage entre professionnels, passionnés et amateurs d'arts plastiques.



Par Abbla Selles

Plus de quatre-vingt œuvres artistiques sont exposées depuis mardi à Khenchela, dans le cadre de la troisième édition du Symposium international Chélia des arts plastiques. Cette manifestation, qui enregistre la participation de soixante-deux artistes nationaux et étrangers se veut un espace d'échange artistique entre professionnels, passionnés et amateurs des arts plastiques. En effet, un public nombreux a marqué sa présence à la maison de la culture Ali-Souaï de Khenchela depuis l'ouverture de cet événement. Un public de toutes les tranches d'âge vient découvrir les toiles exposées tout en lançant d'intéressant débat avec les artistes. «Je suis en train de découvrir des choses que je ne connaissais pas et je suis fier que Khenchela nous organise ce genre d'événement», nous déclarer un jeune lycéen. «J'aime beaucoup le des-

sin et je dessine moi-même, mais je n'ai jamais pensé aller plus loin. Il y a deux plasticiens qui ont vu mes dessins et m'ont encouragé pour faire une carrière artistique», nous a fait part une jeune fille.

Les artistes participants disent être satisfaits de l'organisation et heureux de la réaction du public. C'est le cas de la Tunisienne Houda Adjili pour laquelle «ce meeting artistique présente une opportunité de rencontres et d'échanges entre artistes et pour les participants une occasion pour découvrir la beauté enchantée de la nature de Chélia».

Cette édition, qui se poursuit jusqu'au 5 juillet, donnera lieu également à des conférences, tables rondes et ateliers ainsi qu'à des excursions et concerts qui coïncideront avec le 57<sup>e</sup> anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse.

A. S.

Centre national d'interprétation du costume traditionnel

## Le patrimoine vestimentaire à l'honneur

La mise en valeur du costume algérien féminin et masculin dans toute sa diversité, sa promotion, sa sauvegarde, sont les objectifs principaux de la manifestation «portes ouvertes» sur le centre d'interprétation du costume traditionnel algérien, ouverte mardi à Tlemcen, a indiqué la directrice lors du coup d'envoi de cette manifestation.

Cette manifestation se veut, en outre, un moyen pour faire connaître le centre d'interprétation du costume traditionnel algérien et ses principales missions qui s'articulent, entre autres, sur la promotion et la sauvegarde de tout ce patrimoine riche et diversifié, existant à travers toutes les régions du pays, a souligné Aïnad Tabet Radia. Ces portes ouvertes comptent, en plus des expositions diverses de produits artisanaux dont la poterie, la vannerie, la maroquinerie, une exposition d'une nouvelle collection de la blouse oranais avec tout l'historique de ses origines, a indiqué la même responsable, faisant savoir, par ailleurs, qu'une nouvelle collection du kaftan et de la chedda tlemcénien-

ne a été mise sur pied au profit des touristes et des visiteurs, nombreux à visiter le site historique d'El Mechouar en cette saison estivale.

En effet, le Palais royal d'El Mechouar ainsi que le centre d'interprétation du costume traditionnel algérien sont très fréquentés en cette période. Près de 13 000 touristes visitent ce site historique durant chaque saison, a-t-on indiqué de même source.

Parmi les stands qui ont attiré de nombreux visiteurs est, sans conteste, celui d'une costumière miniaturiste d'Oran, en l'occurrence Mesli Nouria, laquelle du haut de ses 70 ans réalise des tenues en miniature des différents habits traditionnels algériens.

Couturière à l'origine, cette artisane tente avec beaucoup de rigueur et de précision à réaliser des tenues en miniature afin, a-t-elle expliqué, de «contribuer à la mise en valeur des tenues de toutes les régions d'Algérie, notamment chaouïe, targuie, sahraouie, kabyle, tlemcénienne, oranais, annabie et autres, et à la sauvegarde de tout ce patrimoi-

ne aussi riche que diversifié et qui confirme le savoir-faire des artisans algériens».

«Dans mon travail, je fais beaucoup de recherches sur les tenues. J'essaie de m'intéresser au moindre détail pour faire la réplique exacte de tous les costumes qu'ils soient féminin ou masculin», a-t-elle déclaré.

Des associations très actives à Tlemcen dans la promotion de l'artisanat et de la femme rurale sont présentes à cet événement. Il s'agit, entre autres, de l'association de promotion de l'artisanat et de la femme rurale d'Aïn Ghoraba et l'association du village d'Aïn Douz, lesquelles, depuis leur création il y a quelques mois, ont consenti d'énormes efforts pour relancer l'artisanat dans leurs villages respectifs et contribuer ainsi à la sauvegarde d'un pan entier du patrimoine national matériel et immatériel.

La manifestation «portes ouvertes» se clôture aujourd'hui par un concert de musique andalouse qui sera animé par les chanteurs Nisrine Ghenim et Brahim Bouterfas.

T. M.

Assurances-Ministère de la Culture

## Signature de trois conventions de partenariat

Le ministère de la Culture a signé, lundi à Alger, des conventions de partenariat avec trois compagnies d'assurance publiques pour l'octroi d'avantages et réductions au profit des artistes et fonctionnaires du secteur. En vertu de ces conventions, les artistes et travailleurs du secteur (en activité et en retraite) bénéficieront d'offres avantageuses dans plusieurs branches, notamment l'assurance des véhicules et des biens immobiliers.

«La convention qui entre en vigueur dans les prochains jours,

s'inscrit dans le cadre du travail du gouvernement qui encourage l'«intersectorialité» et vise l'accompagnement des artistes», a déclaré la ministre de la Culture, Meriem Merdaci, à l'issue de la cérémonie de signature des conventions. Les artistes affiliés à l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et au Conseil national des arts et des lettres (Cnal) ainsi que les travailleurs du secteur de la Culture – au nombre de 15 000 –, sont concernés par ces «avantages» proposés par la Société algérienne des assurances (SAA), la

Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (Caar) et la Compagnie algérienne des assurances (Caat).

Benmicia Youcef, Pd-g de la Caat, a indiqué que sa compagnie offre, en vertu de cet accord, des «assurances avantageuses au bénéfice des fonctionnaires du secteur de la culture et des artistes».

Pour sa part, le P-DG de la SAA, Nacer Saïs, a souligné que des «tarifs attractifs» en matière d'assurance automobile et multirisques (habitation) seront accordés aux artistes et travailleurs du

secteur de la culture.

Brahim Kessali, P-DG de la Caar, a expliqué, de son côté, que la convention porte sur trois branches d'assurance : l'automobile, les catastrophes naturelles et les habitations. L'Onda compte près de 24 000 artistes et auteurs membres, a précisé son directeur général, Sami Bencheik El Hocine. Le Cnal, placé sous tutelle du ministère de la Culture a, quant à lui, attribué 10 690 cartes professionnelles à des artistes et auteurs depuis 2015.

F. H.

## AGEND'ART

Place 1<sup>er</sup>-Mai (Alger)  
5 juillet :

Soirée musicale animée par Abdelmadjid Meskoud, Nacreddine Galiz et Yasmine Belkacem

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel

(El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture «Réminiscences» de l'artiste Fadila Lebjaoui.

Palais des Rais (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine de la ville de Tlemcen.

Galerie d'art Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Témely)

Jusqu'au 12 juillet :

Exposition de peinture «AéroBleu» de Smaïl Ouchen.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le MaMa, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek. Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Institut du Monde Arabe

(IMA) 6 juillet :

Le film-documentaire «Looking for Alger» de Théo Schuster et Eric Cantona sera projeté à Paris le 6 juillet prochain. Le récit revient sur le derby légendaire entre le MCA et l'USMA. «Looking for Alger» appartient à la série des «Looking for» où Eric Cantona filmé par Théo Schuster voyage vers les derbys les plus légendaires du monde.

Salle Saada (Oran)

6 juillet :

Spectacle de musique et de chorégraphie animé par la troupe La fleur rouge.



Les Verts devront se concentrer sur la Guinée



Par Mahfoud M.

La Guinée s'était classée à la troisième place du groupe B, composé de la Nigeria, Madagascar et du Burundi. Il faut savoir que le

premier de chaque groupe est avantagé pour le premier tour puisqu'il rencontre le troisième d'un autre groupe. Toutefois, il faut savoir que cette équipe de la Guinée est une formation très respectueuse qui n'a pas été

chanceuse lors de cette phase des poules en rencontrant des adversaires redoutables. Les Guinéens ont surtout payé le prix de la défaite surprise du Nigeria face au Madagascar qui a chamboulé tout le classement de ce

## Equipe nationale La Guinée, un adversaire à respecter

■ C'est donc officiel, l'équipe nationale affrontera la Guinée équatoriale pour le compte des seizièmes de finale de la CAN dans un match qui se déroulera dimanche prochain au Caire.

groupe. La Guinée a dû sa qualification à sa victoire face au Burundi et son match nul au Nigeria. Cette formation sera un adversaire redoutable des Verts qui devront s'en méfier et ne pas la prendre de haut. D'ailleurs, cette équipe ne nous avait pas trop réussi par le passé, 6 défaites et 4 nuls, alors que l'EN l'avait emporté dans 4 matchs seulement. La défaite qui est restée au travers de la gorge des Algériens est celle concédée en 1998 en ouverture de la CAN sur le score de (1/0) et qui les a mis dans une situation difficile avant d'encaisser deux autres défaites et de se faire éliminer au premier tour dans les plus mauvaises participations de l'EN à la CAN.

Pour ce qui est de la préparation pour ce match face aux Guinéens, le staff technique sous la conduite de Djamel Belmadi a programmé les séances d'entraînement à une heure quelque peu précoce, à savoir 16h, pour habituer les joueurs à évoluer sous la chaleur. Il faut savoir que la séance d'avant-hier s'est déroulée sous un soleil de plomb avec 40 degrés. Pour ce qui est des absents, il faut noter que Brahimi a été laissé au repos par Belmadi pour lui permettre de récupérer de sa blessure. Le staff médical fera de son mieux pour le récupérer avant le match face à la Guinée, que le coach souhaite jouer avec un effectif au complet. **M. M.**

## Selon le magazine Jeune Afrique Belmadi, cinquième entraîneur le mieux payé en Afrique

L'entraîneur de la sélection algérienne de football, Djamel Belmadi, occupe la 4<sup>e</sup> position au classement des sélectionneurs des vingt-quatre équipes qualifiées à la CAN-2019, les mieux rémunérés en Afrique, selon le magazine *Jeune Afrique*. Belmadi touche environ 55 000 euros par mois, loin derrière le Mexicain Javier Aguirre (Egypte), le mieux payé de tous, avec un salaire mensuel de 108 000 euros. Son prédécesseur à la tête des Pharaons, l'Argentin Hector Cuper, était encore mieux payé avec 125 000 euros par mois.

Aguirre devance le duo néerlandais Clarence Seedorf-Patrick Kluijvert (Cameroun), rémunéré à hauteur de 96 000 euros par mois, suivi par le Français Hervé Renard (Maroc) qui touche mensuellement quelque 80 000 euros. C'est un autre étranger, l'Écossais Stuart Baxter, qui occupe la 3<sup>e</sup> marche du podium, avec des émoluments estimés à 62 300 euros.

Derrière ce groupe, l'Allemand Gernot Rohr (Nigeria) se situe dans la fourchette haute, avec 49 700 euros par mois. Il est suivi du Belge Paul Put, finaliste de la CAN 2013 avec le Burkina Faso, qui a signé un contrat avec la Guinée lui assurant un salaire mensuel de 30 000 euros.

Le Congolais Florent Ibenge, sélectionneur des Léopards, le Français Alain Giresse en Tunisie et le Ghanéen James Kwesi Appiah émergent quant à eux à 25 000 euros, juste devant le Français Michel Dussuyer, dont le salaire a été revalorisé après la qualification du Bénin, et qui perçoit désormais 24 000 euros

chaque mois. Le sélectionneur du Sénégal Aliou Cissé a vu son revenu mensuel passer de 16 600 euros à 23 000 euros, soit autant que le Français de la sélection de Mauritanie, Corentin Martins. Sous la barre des 20 000 euros mensuels apparaissent les Français Sébastien Migné (Kenya) et Sébastien Desabre (Ouganda), avec environ 18 000 euros chacun par mois, comme l'Ivoirien Ibrahim Kamara. Le Serbe Srđjan Vasiljevic, à la tête des Palancas Negras de l'Angola, perçoit quant à lui 15 000 euros par mois. Le Nigérien Emmanuel

Amunike, sélectionneur de la Tanzanie, touche 9 000 euros par mois, autant que Baciro Candé (Guinée-Bissau) et Sunday Chidzambwa (Zimbabwe) – soit un peu plus que le Français Nicolas Dupuis à Madagascar (7 000 euros).

Quant au Malien Mohamed Magassouba, sa situation est particulière. Il bénéficie de son salaire de Directeur technique national (DTN), estimé à environ 1 500 euros par mois, amélioré par les primes de match et de qualification. Mais il doit signer très prochainement un contrat de sélectionneur, qui compren-

drait un salaire revu à la hausse.

En queue du classement, *Jeune Afrique* cite des techniciens de la Namibie Ricardo Manetti, qui culmine à environ 5 000 euros par mois, le Burundais Olivier Niyungeko dont le salaire mensuel est de 450 euros, qu'il peut améliorer grâce aux primes de match. Ce qui représente environ quinze fois le salaire moyen du Burundi. Le coach des Hirondelles a fait une proposition pour que ses émoluments soient revus à la hausse : 5 000 euros pour lui, et 3 000 euros pour ses 2 adjoints.

Les rémunérations sont, à

quelques exceptions près, prises en charge directement par les Etats. Les gouvernements ne peuvent pas dépasser certaines limites, même si, comme cela s'est déjà vu, le salaire d'un entraîneur est partiellement pris en charge par un sponsor, a expliqué *Jeune Afrique*, assurant que ces chiffres émanent, dans certains cas, des sélectionneurs eux-mêmes. A ces rémunérations, il faut ajouter les différentes primes et avantages en nature négociées par les intéressés : logement, voiture, téléphone, billets d'avion, souligne la même source.

## Après le nul face à la Mauritanie La Tunisie passe difficilement

Le Tunisien Wahbi Khazri à la lutte avec le Mauritanien Abdoul Ba le 2 juillet 2019 au stade de Suez. La Tunisie, tenue en échec par la Mauritanie (0-0), est qualifiée pour les huitièmes de finale de la CAN sans vraiment convaincre. Face à des Mourabitounes magnifiques de courage et de volonté, les Aigles de Carthage ont tremblé jusqu'au bout avant de valider leur billet pour le prochain tour.

La Tunisie est qualifiée pour les huitièmes de finale de la CAN 2019, et c'est vraiment ce qu'il faut retenir au terme d'un match où elle est passée près de l'élimination, et après un premier tour très décevant. On attendait plus de ces Aigles mondialistes qu'une série de trois matches nuls et trois points qui les propulsent au second tour.

La Mauritanie, elle, a fait ce qu'elle pouvait. Même plus pour cette équipe qui découvre la CAN cette année. Elle a été plus entreprenante, a eu des occasions pour réussir l'impensable exploit, mais la route s'arrête là. La Tunisie a été bousculée par l'engagement, parfois limite, des Mourabitounes. Les Aigles de Carthage ont été contrariés, surtout en première période

par l'impact des Mauritanien. Ils n'ont jamais pu véritablement poser le ballon et développer leur jeu, abusant des longs ballons vers Khazri pour se sortir du pressing adverse.

En face, la Mauritanie, avec les déboulés de Diakité, les montées incessantes de Diaw, et l'abattage du duo Coulibaly-Yaly impressionne et fait peur à son adversaire. Elle aura la meilleure occasion du match à la 37<sup>e</sup> minute, quand El Hacem transperce la défense, élimine son défenseur, mais rate son duel face à Hassen.

Les Mauritanien courent, taclent, défendent, et même le dernier rempart, Souleymane, est là sur un tir cadré Msakni (40<sup>e</sup>)

### Le courage de Diarra

Giresse et ses hommes ne trouvent pas de solution. Khenessi rentre à la place de Srafi dès le retour des vestiaires et se procure la première occasion avec une reprise de la tête qui ne passe pas loin du cadre sur corner. On ne le reverra plus.

Les Mourabitounes ont joué un match à la volonté et au courage, à l'image de Diadié

Diarra qui s'est déboîté le coude et qui est revenu sur le terrain pour finir le match. Il ne tiendra que cinq minutes, avant d'être remplacé par Guidileye Diallo.

Il a manqué à cette Mauritanie un soupçon de chance et de justesse dans les dernières transmissions pour punir une Tunisie qui l'aurait bien méritée. L'aventure continue pour les Aigles de Carthage, mais il faudra montrer autre chose pour passer les huitièmes de finale. Pour la Mauritanie, il y aura peut-être des regrets, mais une grande fierté d'avoir tout donné.

Si la Tunisie a été très poussive, le Mali a, pour sa part, réussi une phase de groupes plutôt intéressante. Mis sur orbite par une belle victoire contre la Mauritanie (4-1), les coéquipiers de Moussa Marega ont conclu ce premier tour par une autre victoire, cette fois-ci contre l'Angola (0-1). Amadou Haïdara a inscrit l'unique but de la partie d'une frappe depuis l'extérieur de la surface (37<sup>e</sup>). Premiers du groupe E avant cette ultime journée, les Aigles ont donc conservé leur leadership jusqu'au bout. Prochain étape pour les Maliens : un huitième de finale alléchant face à la Côte d'Ivoire lundi (18h00).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

OPOW Bouira

## Les piscines paralysées par une grève

LES 10 PISCINES que compte la wilaya de Bouira sont fermées depuis plusieurs semaines en raison d'un mouvement de grève enclenché par les travailleurs de l'Office du parc omnisport de la wilaya (Opow) de Bouira, qui protestent contre le retour du directeur de cette infrastructure, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS)

«La grève a été enclenchée depuis deux mois, les travailleurs protestent contre le retour de l'ex-responsable de l'Opow (Fouad Daba, ndr), suspendu auparavant par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports Mohamed Hattab. Ce mouvement est à l'origine de la fermeture des 10 piscines que compte Bouira», a expliqué Farid Kheddis, un responsable à la DJS de la wilaya. Le retour du président Daba sous l'ère de l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Bernaoui, a provoqué ce mouvement de grève, qui, a-t-il dit, «paralyse tous les organismes de sports surtout les 10 piscines».

«Cela pénalise notamment les enfants et les jeunes en cette période d'été», a déploré M. Kheddis. Cette situation prive plusieurs dizaines d'enfants et de jeunes de la wilaya de Bouira de pratiquer leur sport favori qui est la natation notamment en cette période de grande chaleur.

«Les jeunes et les enfants n'ont pas où aller nager, les piscines sont fermées», a ajouté M. Kheddis. La fermeture des 10 piscines de la wilaya pourrait obliger cette frange juvénile à recourir à la natation dans les points d'eau et dans les barrages afin de se rafraîchir et atténuer les effets de la chaleur. Cela inquiète beaucoup les parents, qui interpellent les autorités de la wilaya à intervenir afin de trouver des solutions à ce problème et permettre la réouverture des piscines. Depuis le début de l'année, la wilaya de Bouira a enregistré quatre cas de noyade dans les points d'eau et dans les barrages. Une campagne a été lancée par la Protection civile via les ondes de la radio locale de la wilaya pour sensibiliser le public sur les dangers et les risques de noyades dans les points d'eau et dans les barrages.

Safy T.

Alger

## Coupage de gaz aujourd'hui dans plusieurs quartiers de Rahmania

L'ALIMENTATION en gaz sera interrompue jeudi 4 juillet au niveau de plusieurs quartiers de la commune de Rahmania (Alger) en raison de travaux de raccordement, a indiqué mercredi la Société de distribution d'électricité et du gaz d'Alger (SDA) dans un communiqué. Cette coupure de l'alimentation en gaz surviendra jeudi à partir de 10h et se prolongera jusqu'à la fin des travaux, a précisé sa

même source. Elle concernera la cité 816 logts AADL, le lotissement 1<sup>er</sup> Novembre et la cité 300 logts LPL Debichi dans la commune de Rahmania, ajoute la SDA.

Ainsi, la Concession de Distribution d'Alger/Direction de distribution de Bologhine met à la disposition de sa clientèle le numéro 3303 pour de plus amples informations.

Y. N.

Relizane

## Un mort et trois blessés dans l'effondrement d'un mur à Hamadna

UNE PERSONNE a trouvé la mort et trois autres ont été blessées suite à l'effacement d'un mur dans la commune de Hamadna, a-t-on appris mercredi de source hospitalière.

L'accident s'est produit mardi en début de soirée au cours de la réalisation de travaux de réha-

bilitation d'une habitation dans cette commune. Les trois blessés ont été pris en charge dans la polyclinique de Hamadna avant qu'elles soient évacuées à l'hôpital Ahmed-François vu la gravité de leurs blessures, a-t-on indiqué de même source.

T. G.

## Librairie Point Virgule Rencontre-dédicace

ABDELKRIM TAZAROUTE, journaliste et auteur sera l'invité le samedi 6 juillet à partir de 15h30 de la Librairie Point Virgule pour présenter son dernier ouvrage en hommage à Djamel Allam «Djamel Allam, de Qurtrou au Youyou des anges».

Un bel après-midi en musique vous attend!!

## pouvoir d'achat actuel des Algériens



Djalou@hotmail.com

APC de Tifra/ Bejaïa

## Des habitants réclament une enquête sur la gestion des affaires locales

- Très en colère à cause de beaucoup de problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, les habitants de la commune de Tifra ont bloqué depuis plusieurs jours, le siège de l'APC, en construisant un mur en brique, fermant ainsi l'accès depuis le portail principal.

Par Hocine Cherfa

Les protestataires exigent «le départ du maire et tout l'exécutif communal», à l'origine des problèmes dont souffrent les habitants du village. Ils réclament également «une commission d'enquête sur la gestion des affaires de la cité depuis 2007». Les mécontents évoquent une série de revendications qui n'ont pas été prises en charge depuis des années et la fuite en avant des autorités municipales. «Toutes nos doléances sont restées sans suite : qu'il s'agisse du règlement des problèmes d'AEP, aménagement urbain, groupes scolaires, mise en service du foyer de jeunes, raccordement au gaz naturel, logement social, recrutements...etc.». Rien n'a été entrepris dans le sens d'apporter des solutions et apaiser les souffrances des villageois. Ces doléances ont, maintes fois, été soulevées que ce soit verbalement ou par écrit mais, elles restent sans suite à ce jour, s'indignent les mécontents. Pour rappel, le siège de l'APC avait été bloqué et carrément cadenassé en juillet 2017 par les habitants de ce même village pendant 15 jours suite à une

pénurie d'eau potable. Par ailleurs, les commerçants et artisans de la commune d'Amizour ont observé hier une grève générale suivie d'un sit-in devant le siège des Contributions de la wilaya de Béjaïa. Arrivée devant le siège des Contributions, les mécontents ont été reçus par le directeur de cette institution qui les a rassurés de la prise en charge des revendications qui consistent en le maintien du siège des impôts à Amizour, ceci

après son transfert en 2017 à El-Kseur, soit à quelque 15 km. Les commerçants et artisans d'Amizour ont été informés qu'ils n'auront pas à faire le déplacement pour les besoins de leurs paperasses. Une nouvelle réunion devrait avoir lieu lundi prochain entre les deux parties. L'APC aurait été saisie afin de mettre à la disposition des Contributions un bureau à ce propos.

H. C.

Tébessa

## Implication des employés d'un bureau de poste dans une affaire de détournement

PLUSIEURS employés d'un bureau de poste dans la ville de Tébessa sont impliqués dans une affaire de «détournement de fonds publics», a annoncé mercredi la sûreté de la wilaya. La même source a expliqué que la brigade économique et financière de la police judiciaire avait ouvert une enquête après avoir reçu une requête du bureau du contentieux de la direction locale d'Algérie Poste. La requête indiquait qu'une enquête administrative interne a prouvé l'implication d'un employé chargé de la clientèle d'un bureau de poste de la

ville de Tébessa, dans une affaire de détournement où le préjudice s'élève à plus de 1,8 million DA, transférés illégalement d'un compte à un autre. Pour sa part, la brigade économique et financière de la police judiciaire a ouvert une enquête et a auditionné le représentant légal du bureau de poste concerné, le chargé de la clientèle et le receveur, avant de les transférer devant les autorités judiciaires pour «délit de corruption, détournement de fonds publics, abus de pouvoir et de confiance», a-t-on conclu.

Yanis F.